

L'ÉGYPTE ET LES EXPERTS

Michel Callon rend compte du livre décapant de Tim Mitchell, *Rule of Experts*. Il faut avouer qu'à sa lecture, on ne peut que changer son regard sur les politiques de développement, sur les sciences sociales en général, sur l'histoire postcoloniale de l'Égypte, sur les experts des organisations internationales... Tout est lié, rien n'est neutre. Ainsi, le moustique est en fait plus dangereux que des tanks, le système de propriété foncière est une machine de guerre, la cartographie crée l'économie, l'anthropologie est manipulée par la CIA, le « paysan égyptien » est une pure invention destinée à justifier la mission de l'Occident en Orient. Pour avoir une plus juste vision de la réalité, il faut désenclaver les sciences sociales, rapprocher le monde naturel du monde social et le monde technique du monde politique.

PAR **Michel CALLON**, PROFESSEUR À L'ENSMP

[Une première version de ce texte a paru dans le *Libellio* d'AEGIS, n° 2, février 2006]

Tocqueville dit que la meilleure manière de comprendre un pays est de visiter ses colonies. Le livre de Tim Mitchell (1) (2002), *Rule of Experts*, nous convainc que pour étudier la globalisation il n'y a pas de meilleure stratégie que de s'intéresser à des pays qui, comme l'Égypte, voient s'affronter les forces qui organisent l'économie mondiale. L'intérêt et l'originalité profonde du livre tiennent à ce qu'il suit un chemin inhabituel en sciences sociales. À aucun moment, il n'assomme le lecteur avec des développements théoriques abstraits. À aucun moment, pourtant, il ne tombe dans l'anecdote et l'empirisme positiviste. Par sa construction, par sa manière de choisir les sites d'investigation, par son attention aux compétences des différents acteurs dont il restitue les analyses qu'eux-mêmes fournissent de leurs propres actions, il rend compréhensible une histoire singulière et lui donne une portée générale. C'est pour préserver cette originalité que j'ai choisi de rendre compte, de la manière la plus fidèle

(1) MITCHELL Timothy, *Rule of Experts. Egypt, Techno-Politics, Modernity*, Berkeley and Los Angeles, University of California Press, 2002.

possible, de son déploiement. En respectant l'ordre des chapitres, je ne produis pas un compte rendu linéaire du livre, je suis l'auteur dans son parcours zigzaguant à travers le temps et à travers l'espace. Un des grands mérites du livre est d'inclure, dans l'analyse proposée, le rôle et les effets des sciences sociales. Dans la première partie du livre, Mitchell fait découvrir l'histoire récente de l'Égypte en suivant trois guides inhabituels (un moustique, une réforme foncière et la mise en carte du territoire national), qui ont l'immense avantage de nous faire voir les forces qui comptent pour construire une société et son économie.

LE DRAME DU MOUSTIQUE

Le chapitre 1 du livre (*Can the Mosquito speak?*) nous plonge dans une drôle de guerre. Nous sommes en 1942 et les ennemis se multiplient. Les chars de Rommel envahissent l'Égypte et sont rapidement vaincus grâce à la formidable mobilisation des forces alliées.

Mais ce ne sont pas eux les plus dangereux : des chars sont des cibles bien définies et qu'on sait détruire une bonne fois pour toutes. Les vrais ennemis sont ailleurs : ils tissent des liens et suscitent des réactions en chaîne qui finissent par miner le pays dans son entier. Prenons le cas de la construction de digues et de barrages qui occupe l'Égypte pendant les années précédant la Seconde Guerre mondiale. En ouvrant de nouveaux espaces à l'agriculture et en affaiblissant le pouvoir fertilisant du Nil, ces travaux ont rendu l'Égypte dépendante des engrais chimiques ; en favorisant la culture du coton et de la canne à sucre, qui se sont en partie substitués aux cultures vivrières, et qui réclament, eux aussi, des engrais chimiques, ils ont accentué cette dépendance. C'est là que la guerre intervient, mais pas sous la forme rassurante de chars à détruire. Le nitrate d'ammonium, utilisé pour la production d'engrais, est la matière première de la fabrication d'explosifs. L'industrie chimique, notamment américaine, mobilisée par les autorités militaires, ne fournit plus d'engrais ; la famine s'installe. Et comme un malheur n'arrive jamais seul, c'est le moment que choisit le moustique *Anopheles gambiae*, vecteur du trépanème de la malaria, le *Plasmodium falciparum*, pour attaquer le pays. Par un concours de circonstances inattendu, l'entrée des troupes britanniques en Malaisie interrompt les exportations japonaises et provoque une pénurie de quinine. La situation est mûre pour que le moustique et ses larves colonisent l'Égypte et établissent leurs quartiers dans le Sud du pays, menaçant le Nord. À lui tout seul ce moustique n'aurait pas précipité l'Égypte dans l'abîme. Mais le pays est alors comme un grand corps malade. Le moustique va se nourrir de cette faiblesse et déclencher une série de réactions en chaîne qui vont l'affaiblir encore plus et le plonger dans une véritable crise politique : voilà que les larves se mettent à proliférer dans le jus de canne à sucre qui constitue un milieu nourricier présent dans tout le pays, lointaine conséquence des grands programmes hydrauliques. Les moyens de transport fraîchement construits accélèrent les déplacements. L'Égypte, qui avait échappé aux tanks, ploie sous les piqures des moustiques.

Cette complexité socio-technique n'étonne plus les chercheurs en sciences sociales, qui savent maintenant qu'humains et non-humains tissent entre eux des relations qui interdisent toute séparation *a priori* entre forces sociales et forces naturelles : c'est la conjonction de celles-ci qui explique la descente aux enfers de l'Égypte, sans qu'il y ait prise de conscience. Politiciens et experts isolent l'ennemi, le moustique et ses larves, et se battent contre lui, comme s'il était indépendant des autres forces auxquelles il s'allie et avec lesquelles il joue. La machine moderne de l'expertise (les problèmes sont des problèmes techniques et doivent être résolus techniquement, à distance) se met en branle. En fait, elle accélère la crise. Pourtant, de nombreuses voix s'élèvent pour dire que les problèmes de santé publique sont aussi et avant tout des problèmes politiques, et que la

question centrale est celle de la réforme foncière (certains disent que l'Égypte est prise entre les moustiques du Nord, les riches, et les moustiques du Sud). Mais on n'arrête pas des experts lorsqu'ils sont en action. D'autant plus que la politique d'aide au développement des États-Unis va dans le même sens. Puisque crise agricole il y a, il faut relancer la production et l'épandage d'engrais, à coups d'hélicoptères et de techniques haut de gamme ; puisque crise sanitaire il y a, il faut lancer un programme de construction qui s'appuie sur des techniques performantes de fabrication des briques ; puisqu'épidémie il y a, il faut engager des campagnes d'épandage de DDT. Ces grandes manœuvres d'inspiration moderniste, qui s'appuient sur l'hypothèse d'une indépendance des différentes forces qui assaillent l'Égypte, et sur une séparation entre technique et politique, échouent. Les forces à abattre s'allient et interagissent de façon inattendue, créant des problèmes imprévisibles (un exemple parmi cent autres : le DDT utilisé pour éradiquer les moustiques est fabriqué à partir d'alcool éthylique produit par l'industrie de la canne à sucre, qui produit également le jus favorisant la prolifération du moustique!).

En refusant de reconnaître ces intrications, en pensant qu'on se bat contre des moustiques comme contre des tanks, décideurs et experts rendent celles-ci encore plus fortes et difficiles à gérer. Celui qui veut rendre compte de cette histoire doit tenir compte à la fois des modalités d'intervention des experts et des décideurs, et de l'intrication des forces sur lesquelles ils s'efforcent d'agir ; or, celles-ci leur échappent car ils les croient indépendantes. Les sciences sociales se fourvoieraient si elles étaient aveugles à ces configurations socio-techniques, si elles séparaient, comme le font les experts et les décideurs, monde social et monde naturel. Les moustiques sont aussi importants que la guerre pour comprendre la crise égyptienne, ou plutôt c'est la coïncidence des deux événements qui l'explique. Pour comprendre cette étrange situation, il faut inclure le travail des experts : acteurs à part entière, au même titre que les moustiques, ils accroissent la force de ces derniers au moment même où ils les combattent, car ils les considèrent comme des adversaires naturels, extérieurs à l'ordre social, incapables de parasiter ce dernier.

LA RÉFORME FONCIÈRE

L'attaque des moustiques laisse entrevoir que les configurations de forces expliquant que certains événements se produisent, que certaines dynamiques s'imposent, ont toujours quelque chose de singulier : l'histoire ne repasse jamais les mêmes plats. Or, un des articles de foi du modernisme, tel est le point de départ du second chapitre (*Principles true in every country*), est précisément le contraire : la conviction que les problèmes se

ressemblent et qu'ils peuvent être traités de la même manière, ou presque, en tout lieu et en tout instant.

Une illustration exemplaire de cette conception est fournie par la question de la propriété constituée, par les Occidentaux, en principe, voire en loi, universels. Pour un Occidental, la propriété privée constitue en effet la pierre fondatrice de la civilisation; elle permet de résister à l'arbitraire de tous les pouvoirs et notamment du pouvoir d'État: on est ce que l'on possède. On comprend pourquoi les politiques de développement ont toujours été peu ou prou associées à des programmes visant à imposer la propriété privée. La colonisation peut être interprétée comme l'histoire, souvent violente, de la mise en place des cadres juridiques qui assurent la reconnaissance, la défense et la possibilité de cession de la propriété.

Cette rhétorique repose sur un postulat: la propriété privée n'existait pas avant que l'Occident ne l'ait inventée et... imposée. On sait que cette allégation est en général fautive; elle l'est en particulier dans le cas de l'Égypte! Une analyse historique montre même que le droit de propriété, notamment du temps de l'Empire ottoman, ressemblait par sa complexité, aux raffinements que le droit anglo-saxon a introduits dans le droit romain, qui brille par sa brutalité et sa simplicité réductrice. La propriété d'un bien, par exemple d'une terre, ne signifiait généralement pas un droit absolu sur cette terre et sur ses produits. Mitchell montre à la fois la complexité, la subtilité et, d'une certaine manière, la modernité de ce droit capable de créer les conditions d'une certaine efficacité et d'une certaine justice. On croirait lire la fameuse définition donnée par Sir Henry Maine en plein XIX^e siècle, qui proposa de définir la propriété comme un «*bundle of rights*». Le droit de propriété imposé par les colons ne vient pas combler un vide; il détruit et remplace des institutions pleines d'intelligence.

Pas étonnant, dans ces conditions, qu'il ait fallu déployer la force et user de la violence. Si le droit de propriété occidental, dans sa forme la plus brutale et la plus stupide (une chose, un propriétaire), a constitué un enjeu aussi important, c'est parce que la production de canne à sucre et celle du coton constituaient les premières expériences au monde de cultures industrielles. Celles-ci se caractérisent par le fait que la population qui les produit ne les consomme pas. Il faut donc être capable de forcer les agriculteurs à tout céder. L'esclavage a constitué, de ce point de vue, une innovation capitale. Mais il a fallu également déporter des populations, instaurer une discipline quasi-militaire afin de maintenir en place ces populations rurales. En un mot, il a fallu établir ce que Foucault nommera un «gouvernement des popu-

lations». Tout l'appareil législatif, juridique et policier va être conçu et mobilisé pour prévenir les rébellions et éviter les désertions. Le droit de propriété se précise et s'alourdit. Mitchell décrit avec un grand luxe de détails toutes ces péripéties. Il montre, par exemple, comment les révoltes des paysans indiens contre le colonisateur britannique se répandent en Égypte, et comment les prisons égyptiennes se mettent rapidement à déborder. Mitchell note d'ailleurs que: «*Desertion of the land and armed rebellion were not the only problems the new agriculture faced. The extensive irrigation works required by industrial crops brought two additional forces into play: disease and debt*» (p. 65) (2). La dette, comme l'ont récemment confirmé les travaux de Julia Elyachar à propos du micro-crédit «*was to provide a mechanism that would lever into place the new law of property, and with it the colonial occupation*» (p. 66) (3). Un système dans lequel les paysans travaillent pour payer leur dette est d'une efficacité inégale: il transforme la contestation politique en addition de désespoirs individuels, et l'insolvabilité des petits paysans, à qui on a avancé de l'argent, devient le prétexte à des expropriations et à des saisies. L'avantage des grandes propriétés, et de propriétaires auxquels l'État délègue le pouvoir de collecter les impôts, ne s'impose pas du fait d'une productivité supérieure, mais par son efficacité à fixer les populations rurales. Pour «fixer» l'économie, c'est-à-dire, dans les termes de Mitchell, pour faire de l'économie-chose un objet stabilisé, manipulable et contrôlable, il faut d'abord fixer les populations. Ainsi se met en place le partage caractéristique des sociétés modernes occidentales: à l'État, l'*imperium*, le pouvoir sur les gens; aux propriétaires privés, le *dominium*, le pouvoir absolu sur les choses. Bien entendu, comme tous les grands partages, celui-ci se nourrit d'intrications en tout genre: les grands propriétaires fonciers sont de véritables despotes privés, qui conçoivent et construisent des villages modèles, et encadrent tous les gestes de la vie quotidienne des agriculteurs. Se crée progressivement quelque chose qui ressemble à un marché du travail: la main-d'œuvre devient mobile et mobilisable parce qu'elle a été préalablement fixée. Comme le souligne Mitchell, on ne peut décrire cette métamorphose comme une prise en main de la société rurale par l'État: en effet, les deux sont créés en même temps. Il serait vain dans ces conditions de proposer une généalogie du droit de la propriété privée, conçue comme l'application (douloureuse mais nécessaire) d'un principe général importé de l'extérieur (c'est-à-dire des «pays civilisés»). En fait, comme dans toute procédure performative, l'affirmation de cette généalogie fait partie du processus lui-même:

(2) «L'abandon des terres et la rébellion armée n'étaient pas les seuls problèmes auxquels la nouvelle agriculture se trouvait confrontée. Les travaux d'irrigation extensifs, requis par les cultures industrielles, introduisaient deux nouveaux paramètres: la maladie et l'endettement».

(3) «allait être le mécanisme qui mettrait en place le nouveau système de propriété, et donc l'occupation coloniale».

« *Presenting the law of property as a conceptual structure whose origins lie outside actuality is part of a process that establishes the law in terms of this dualism* » (p. 77) (4). Le droit nouveau ne libère pas de l'arbitraire, il consolide, en la modifiant, une répartition arbitraire du pouvoir. « *The new legal order, rather than ending exceptional forms of control, created a thousand arbitrary powers* » (p. 77) (5) Et dans cette dynamique de concentration des pouvoirs, la notion de propriété foncière joue un rôle central. L'Égypte moderne, comme entité territoriale et politique, comme objet

COMMENT L'ÉGYPTE A ÉTÉ MESURÉE ET CARTOGRAPHIÉE

La propriété foncière n'aurait pu être mise en place sans une série d'investissements métrologiques et cartographiques qui constituent l'objet du chapitre 3 (*The Character of Calculability*). Dans ce chapitre, Mitchell donne corps à la thèse selon laquelle l'économie, comme réalité autonome, comme objet de connaissance et d'intervention, notamment politique, (je la

MICHEL CALLON



© PLANET OBSERVER/HOA QUI

Nous avons à l'esprit une présentation stéréotypée de l'Égypte, présentation répétée par les spécialistes, celle d'une bande étroite de terres fertilisées par les crues et les alluvions du Nil, dont l'étroitesse se trouve accentuée par une démographie galopante.

gouvernable, prend forme. Et Mitchell ajoute: si notre objectif est de déstabiliser ces dualismes, « *then a critique that rests on a dialectical logic, however powerful, cannot serve* » (p. 79) (6). Le droit produit la distinction entre espace et propriété, puis entre cette dernière et son propriétaire. Toute analyse qui reprend ces catégories pour mettre en marche la machine dialectique ne fait que poursuivre la performance.

(4) « Présenter le système de propriété comme une structure conceptuelle dont les origines se trouveraient à l'extérieur fait partie d'un processus qui pose la loi dans les termes de ce dualisme ».

(5) « Le nouvel ordre légal, bien loin de mettre un terme à des formes de contrôle exceptionnelles, a créé une multitude de pouvoirs arbitraires ».

nomme économie-chose dans ce qui suit) est une création récente. Il la date de la publication du livre de Keynes, peu connu en France, *Indian Currency and Finance* (1913), qui, dans le grand débat sur l'existence ou non d'une économie indienne distincte de l'économie britannique, est amené à définir de manière précise et opérationnelle la notion ancienne d'économie nationale (on se souvient de la controverse entre List et

(6) « alors, une critique fondée sur une logique dialectique, aussi puissante soit-elle, n'est d'aucune utilité ».

Marx), et à proposer une restructuration des pouvoirs impériaux en leur fournissant de nouvelles modalités d'intervention. L'Inde est un des premiers laboratoires où s'élaborent ces théories et ces pratiques, mais ce n'est pas le seul. L'Égypte, champ clos où s'opposent les impérialismes français et britannique, va fournir l'occasion de poursuivre ces expérimentations et ces recherches grandeur nature.

Dans la fabrication de cet objet nouveau qu'est l'économie nationale égyptienne, Mitchell montre que les entreprises cartographique et cadastrale jouent un rôle moteur. En 1909 la Société khédivale d'économie politique, de statistique et de législation propose une enquête sur la propriété foncière. Pour la première fois, des statistiques systématiques sont produites, qui délimitent un espace national de calculabilité, mettant en évidence des relations entre les gens et les terres, et donnant corps à l'idée de propriété foncière. En dix ans, plus de vingt mille cartes sont produites, décrivant toutes les terres agricoles, parcelle par parcelle. Les plans cadastraux existaient depuis longtemps, mais ces cartes s'appuient sur des mesures précises très instrumentées (par triangulation); elles rassemblent en outre des informations sur les propriétaires et sur les impôts. Par rapport aux cartes antérieures, elles présentent donc quatre avantages: a) elles montrent les positions respectives des parcelles et font apparaître des faits auparavant invisibles (par exemple les parcelles qui n'avaient pas été identifiées comme imposables), et elles performent une représentation de la nation comme espace; b) elles font coexister le normal et l'anormal, mettant sur un même plan les grandes propriétés et les petites; c) les cartes permettent de localiser les connaissances et démultiplient le pouvoir: les inspecteurs des impôts mesurent les cartes et non pas les terres; d) du fait de leur précision, mais aussi du fait de la focalisation des connaissances sur certains objets et problèmes, elles constituent le substrat sur lequel l'économie va pouvoir se développer.

C'est ainsi qu'apparaît l'économie-chose, qui dispose enfin des fondations nécessaires à son établissement: «*The map helped to constitute and consolidate the new institution of private property and the form of debt, title, dispossession, and violence on which it depended*» (p. 93) (7). Rendues possibles ou plus aisées par les enquêtes foncières et les cartes, d'autres transformations contribuent à la fabrication et à la consolidation de l'économie-chose: la propriété privée des terres et le développement des sociétés par actions qu'elle permet; les calculs consacrés à l'activité cotonnière, principale activité «économique» égyptienne. À cela, il faut ajouter les institutions semi-publiques créées pour lancer et

développer des grands travaux, l'essor des métropoles dont Simmel a montré qu'elles fournissaient l'espace et le cadre d'une économie monétarisée, et, bien entendu, l'introduction d'une seule devise nationale. Ce mouvement d'objectivation est amplifié par le statut colonial de l'Égypte, conçue comme une réalité fermée sur elle-même, séparée du reste du monde, manipulable à distance, pouvant être considérée comme un «cas», une entité dont les problèmes peuvent être mesurés, entité qui peut être analysée et traitée en recourant à des savoirs et à des connaissances qui lui sont extérieurs. La circulation des statistiques dans l'espace public accroît la distance entre l'objet et ses représentations.

La production de cet objet de calcul n'a pas été sans poser de redoutables difficultés: nombreuses inexactitudes, création d'une population insaisissable parce que ne possédant pas de terre, impossibilité de suivre les mouvements de population, les flux de certaines marchandises, etc. Les imperfections et les lacunes donnent lieu à de chaudes controverses sur la manière de calculer, sur les connaissances et méthodes statistiques, notamment pour tout ce qui a trait au dénombrement des populations, à leur évolution ainsi qu'au calcul du revenu national (les techniques occidentales qui partent de l'exploitation agricole comme unité statistique ne sont pas applicables). Tous ces débats se déroulent sur fond de colonialisme: comment distinguer l'économie égyptienne de l'économie britannique?

Au total, ce qui a été permis par la fabrication de l'économie-chose, c'est d'abord le déplacement du calcul et du contrôle depuis le champ vers les bureaux; c'est ensuite la création d'une distance entre le centre de calcul et son objet, qui fait bifurquer le monde; c'est enfin tout un travail d'organisation, d'exclusion, de reformulation qui établit l'économie-chose en objet calculable. Ce constat conduit Mitchell à remettre sur ses pieds la trop fameuse thèse de l'*embeddedness* (l'imbrication) des marchés économiques: «*The economy came into being, not by disembedding market relations from larger social ground that previously contained them, but by embedding certain twentieth-century practices of calculation, description and enumeration in new forms of intellectual, calculative, regulatory, and governmental practice*» (p. 118) (8). Mais la fabrication de cet espace de calculabilité n'empêche pas les débordements, ni la nécessité de poursuivre, indéfiniment, les investigations sur toutes les pratiques cartographiées par les enquêtes, pratiques qui n'arrêtaient pas de leur échapper.

(7) «La carte a contribué à constituer et à renforcer cette nouvelle institution qu'était la propriété privée, ainsi que les modalités de dette, de propriété, d'expropriation, et de violence dont cette institution avait besoin».

(8) «L'économie s'est mise en place, non pas par un processus d'autonomisation des relations de marché à partir d'un substrat social plus général qui les contenait, mais par un processus d'intégration de certaines pratiques de calcul, de description et d'énumération propres au XX^e siècle, sous des formes nouvelles de modes de pensée, de calcul, de réglementation et d'administration».

DE L'EXISTENCE INCERTAINE DU PAYSAN ÉGYPTIEN

La deuxième partie du livre, intitulée *Peasant Studies*, est consacrée à un acteur important de l'histoire égyptienne, ou plutôt à tous ceux qui, en l'étudiant, en ont fait un acteur stéréotypé, mais bien réel: le paysan égyptien. En paraphrasant la fameuse phrase d'Yves Lacoste, «La géographie, ça sert d'abord à faire la guerre», on pourrait dire que l'anthropologie a servi d'abord (et jusqu'à une date récente) à imposer l'idée de la singularité absolue de la culture occidentale. Ce serait sans doute vrai, mais trop vague et général. Dans le chapitre 4 (*The invention and reinvention of the peasant*), Mitchell se saisit d'une question plus précise: celle de l'invention (et de la réinvention) du paysan égyptien et du rôle de l'expertise anthropologique dans la constitution de cet objet de savoir.

Pour conduire son enquête, Mitchell se lance dans une investigation qui le conduit directement à la personne de Critchfield. Celui-ci est un étrange personnage: un journaliste qui se prend de passion pour la situation des paysans dans différentes parties de l'Asie et du Moyen-Orient et qui publie une série de livres qui font rapidement autorité, non seulement auprès du grand public, mais également dans les milieux spécialisés. En 1978, il publie *Shahhat: An Egyptian*. Ce livre est applaudi par la critique; il est célébré par une masse impressionnante de commentaires et de recensions; *American Anthropologist* salue le livre comme une excellente dramatisation de la vie des paysans. Critchfield est mis au programme de tous les bons départements d'anthropologie des universités américaines. Le ressort du livre est simple et efficace: la vie de Shahhat est présentée comme celle d'un paysan qui est arraché à sa culture traditionnelle et qui vit le drame de la modernisation, ce qui amène des paysans, dont les conditions et le style de vie étaient supposés ne pas avoir changé depuis six mille ans, à s'adapter à la modernité, en moins d'une décennie. Cette présentation du choc des cultures et du traumatisme provoqué par la modernisation à marche forcée n'a évidemment rien d'original. Mitchell rappelle qu'au moment des révoltes paysannes contre l'occupant au Vietnam et en Palestine, les anthropologues avaient été réquisitionnés pour expliquer ces étranges résistances: qui sont ces paysans? quelles sont leurs traditions? que veulent-ils vraiment? Deux livres, écrits par des auteurs de langue française au moment où les empires coloniaux découvrent leurs faiblesses, deviennent rapidement des classiques. Les titres décrivent leur programme de recherche: *Les Paysans du delta tonkinois* de Pierre GOUROU (1936); *Mœurs et coutumes des fellahs* de Habib AYROUT (1938), un Égyptien qui a fait ses études doctorales en France. Les livres de Ayrou, écrits dans les années 30, deviennent la référence absolue dans le monde anglo-saxon. Ils constituent des classiques qui sont repris dans tous les programmes universitaires.

Se livrant à une analyse minutieuse du *Shahhat* de Critchfield, Mitchell n'a pas de mal à montrer qu'il répète souvent mot pour mot les phrases de Ayrou et qu'il endosse du même coup des analyses imprégnées d'exotisme et de racisme primaires. Suivant sur ce point Ayrou, il n'hésite pas à écrire, en 1978 (!) que la violence sexuelle des paysans égyptiens les apparente à des animaux. Ce que Critchfield ignore, c'est qu'en plagiant Ayrou, il répète les théories de Le Bon qui a tant influencé ce dernier. Pour Le Bon, qui commit un livre sur le monde arabe (Gustave LE BON publia, en 1884, *La Civilisation des Arabes*), toute société oppose les élites, qui sont capables d'existence et de pensée individuelles, et les masses qui en sont incapables. Suivant Le Bon, Ayrou applique ce remarquable schéma aux paysans égyptiens: ceux-ci ne peuvent exister comme de véritables individus car ils sont noyés dans la foule de leurs semblables et se rassemblent dans des villages qui sont «des assemblages immoraux» et qu'il faut par conséquent réformer. Critchfield ne se contente pas de faire siennes ces analyses éblouissantes: en bon scientifique amateur, il en rajoute dans l'objectivité supposée de son diagnostic. Il parle constamment à la troisième personne, ne dit pas un seul mot de l'interprète sans lequel il n'aurait pu faire son «enquête» (Critchfield fait l'ethnographie d'un village égyptien sans parler un mot d'arabe!); il oublie de dire qu'il a résidé pendant toute son enquête dans un hôtel luxueux situé dans une enclave occidentale, où il reçoit Shahhat pour les interviews! Critchfield ne souffle mot des touristes partout présents, avec lesquels il sirote des cocktails pour se remettre des fatigues du terrain.

Mitchell décide d'enquêter sur ce bizarre enquêteur. Il prend langue avec la sœur de Ayrou, qui a survécu à son frère, et apprend, à sa grande stupeur, que ce dernier, un authentique Égyptien, n'a pas passé un seul jour sur le terrain lorsqu'il a écrit sa thèse sur les fellahs égyptiens. Un ethnographe qui observe la réalité à travers sa bulle climatisée, plagie un anthropologue qui jouit des charmes de la Provence française et dresse le portrait du fellah égyptien en s'inspirant des visions aristocratiques développées par un médecin français qui se pique de sciences sociales.

Mitchell ne s'arrête pas là. Peu lui importe, à vrai dire, que Critchfield soit un vulgaire plagiaire. La seule question qui compte est: à qui profite le crime?

Mitchell, par chance, travaille depuis des années dans un village voisin de celui «étudié» par Critchfield. Vérifiant sur place ce que Critchfield dit de «son» village, il n'est pas étonné de se rendre compte que le livre n'est pas seulement un habile montage d'extraits d'autres livres: il est en outre truffé de contre-vérités. Mitchell prend sa plus belle plume pour dévoiler le pot aux roses. Critchfield, devant tant de preuves, ne cherche pas à se défendre et passe aux aveux. Continuant sur sa lancée, Mitchell découvre de fortes accointances familiales entre Critchfield et de hauts responsables de la CIA. Reconstituant la trajectoire

des enquêtes anthropologiques de Critchfield, il n'a pas de mal à montrer que le choix de ses terrains est étroitement corrélé aux interventions militaires et diplomatiques des États-Unis: Critchfield étudie par exemple l'Île Maurice au moment où le gouvernement américain décide d'installer une base à Diego Garcia (qui se solde, comme on s'en souvient encore, par un déplacement massif de populations qui sont contraintes d'émigrer vers... l'Île Maurice). De ces observations, Mitchell a le bon goût de ne pas déduire que Critchfield est un informateur ou un agent de la CIA, mais il sait bien que la CIA n'a que faire des informations et des discours des sciences sociales. Ce dont elle a besoin, en revanche, c'est de sciences sociales qui performant leur objet: une anthropologie qui invente des paysans traditionnels et qui les réinvente, puis qui les fait vivre dans les campus américains et dans le reste du monde, et qui enfin décrit le milieu dans lequel ils survivent comme une simple extension de musées où des touristes curieux découvrent leurs supposés arts de vivre. Des *social scientists* qui montrent que l'Afrique et l'Asie sont des terres de mission pour l'Occident, sont infiniment plus précieux et plus utiles qu'une anthropologie qui ne fournirait que de pauvres informations sur ce que sont et font les gens. La colonisation, c'est avant tout cela: fabriquer, à partir d'indices, de témoignages habilement ficelés, une réalité qui rende plausible, inévitable, moralement et politiquement juste, la prise en main de la planète par l'Occident, au nom de la raison et du progrès.

Établir de nouveaux droits de propriété, créer de nouvelles institutions économiques, lancer la construction d'infrastructures hydrauliques, routières et ferroviaires, remodeler la structure des villages, concentrer la propriété foncière, modifier les espèces cultivées et les techniques agricoles: toutes ces actions, qui se pensent sous une même catégorie, celle de la modernisation, et qui se donnent par conséquent des ennemis à combattre et des forces hostiles à vaincre (comme l'obscurantisme, les traditions, la culture, l'ignorance...), passent par le recours inévitable à la violence. Or celle-ci, notamment lorsqu'elle est quotidienne et s'applique aux pauvres, est difficile à saisir et à analyser, et ce n'est pas seulement parce qu'il serait malaisé d'obtenir des informations à son sujet. Dans le chapitre 5 (*Nobody listens to a poor man*), Mitchell retourne les arguments habituels. Il note que la question n'est pas tant celle de l'obtention de témoignages, ni de la vérification des nombreux récits qui circulent et qui mettent en scène des crimes. Ce qui est vraiment crucial, c'est la culture de la peur: ces récits en sont les symptômes et les aliments, comme l'est toute enquête supplémentaire qui voudrait vérifier les rumeurs. La question n'est pas celle de la vérité des récits, mais bien celle de leur participation à la constitution d'une culture de la peur.

Comment analyser cette dernière? Comment démêler les liens qui l'intriquent à la violence? Mitchell passe en

revue quelques-unes des explications habituellement utilisées. Une première explication est psychosociologique: les paysans attendent et demandent de l'autorité. Cette autorité dont ils ont besoin, ils l'acceptent, évidemment, mais cette acceptation est purement extérieure. En leur for intérieur, ils la rejettent. La violence intervient donc deux fois: la première fois, pour opérer cette division (soumission extérieure/rébellion intérieure) et la seconde fois, pour contenir le ressentiment lorsqu'il lui arrive de s'exprimer et de s'extérioriser. Deux autres explications, que Mitchell associe au registre politique, peuvent être encore invoquées. La violence, en premier lieu, est considérée comme la conséquence de changements imposés de l'extérieur: une réforme du droit de propriété est par exemple susceptible de provoquer des révoltes car, atteignant les paysans dans leurs manières de vivre et dans leurs intérêts, elle entraîne des réactions de leur part. Une seconde explication consiste à souligner la dimension locale des bouffées de violence, qui tient au caractère coercitif des relations instaurées entre les individus appartenant à une même communauté villageoise ou de travail: la difficulté de syndicalisation peut, par exemple, entraîner des soulèvements sporadiques et violents. «*To be an individual in such a village economy means to be already situated in a set of coercitive relations*» (p. 172) (9). Pour ces différentes explications, la violence est inscrite dans des chaînes causales qui finissent, dans certaines conditions, par provoquer l'émergence soudaine de comportements que l'on qualifiera de violents.

Mitchell estime que ces explications ne sont pas satisfaisantes, car, en se concentrant sur les attitudes et les comportements, elles sont impuissantes à saisir cette culture de la peur qui lui semble essentielle pour rendre compte de la place occupée par la violence. Le problème à résoudre est essentiellement méthodologique, car, associée à la culture de la peur, la violence est faite de silence, de dénégations, d'absence de signes tangibles. Parler de violence symbolique est utile, pour faire apparaître ce continent invisible, mais ressemble à de la paresse intellectuelle, car toutes les explications deviennent possibles. Mitchell n'a pas vraiment de réponse à cette énigme, puisque tout se joue dans les silences et dans l'impossibilité de s'exprimer. Relisant une enquête sur la mobilisation politique des paysans, enquête faite d'interviews, Mitchell tombe en arrêt sur la réponse donnée par un des interviewés à l'enquêteur qui lui demandait de lui parler des problèmes du village:

«— *There are no problems he said. We just need a bakery, he added. Not much grain these days in the village, and people baking at home are causing fires.*
— *You think you can do something about it?*

(9) «Le simple fait d'appartenir à une telle économie villageoise signifie pour un individu d'être pris dans un réseau de relations contraignantes».

– *No, I am a poor man and nobody listens to a poor man* » (p. 177). (10)

Mitchell voit dans cette impossible articulation une possible origine de la violence. La culture de la peur s'exprime dans ces silences, dans le refus de répondre, ou dans la profonde incapacité à se lancer dans des récits. Faire parler les acteurs et, s'ils ne parlent pas spontanément, libérer leur parole, les sortir de leur silence : la politique la mieux intentionnée, les sciences sociales et humaines les plus attentives à l'humanité de leur objet partagent cet impératif moral. Mitchell semble penser que nous n'en sommes plus là. Ce qui compte, ce n'est pas tant la parole à libérer que le travail sur les mécanismes qui imposent le silence. Exprimer, ce n'est pas nécessairement parler. Face à cette énigme – le silence obstiné est une forme positive d'expression et d'articulation, et non point l'antithèse de la parole – Mitchell a une phrase qui ressemble plus à un aveu d'impuissance qu'à un véritable programme : « *Those who live intolerable lives, coping with poverty, unemployment, hunger, and other more direct forms of coercion, must somehow express their condition and yet may be unable to find the opportunity, the courage, or the language to do so* » (p. 177) (11). Ce paysan, qu'on assimile à un être aux prises avec la modernité, que l'on contraint à vivre dans un climat de peur, on lui demande en plus de s'inscrire dans cette communauté imaginaire qu'on appelle une nation, en étant fidèle à ce que les experts appellent l'héritage national : tel est le thème du chapitre 6 (*Heritage and violence*).

La constitution de l'État nation est un sujet classique pour les historiens et les sciences politiques. La nation, pour reprendre la fameuse formule d'Anderson, repose sur un ensemble de techniques qui permettent à chacun d'imaginer que d'autres personnes, qu'il ne connaît pas, forment avec lui une seule et même communauté. Mitchell propose d'envisager la constitution de la nation selon deux angles. La nation comme pédagogie se confond avec la construction d'une conscience de plus en plus vive et aiguë de l'existence et de la réalité d'un sujet collectif. Celui-ci s'établit indépendamment de toute référence et de toute rencontre avec une quelconque altérité, avec un autre par rapport auquel des distances pourraient être prises : la nation comme sous-produit du nationalisme suppose une forte dose d'autisme. Pourtant, et c'est là qu'apparaît la seconde dimension, celle de la performance, la nation ne peut exister sans naître et renaître de rencontres, de chocs qui l'amènent à se constituer une identité, un soi qui la distingue des autres (nations) : elle se pose en s'opposant. Mitchell choisit d'étudier ce double mécanisme en suivant les tentatives de reconstruction et de réhabi-

litation d'un village pris dans la tourmente de l'industrie touristique.

En 1945, la décision de délocaliser le village de Gurna (situé à côté de Louxor) est prise de manière à éviter les interférences avec les sites archéologiques et leurs visiteurs : les paysans sont accusés de piller les sites et de tourmenter les touristes. L'architecte en charge du projet, un dénommé Fathy, saisit l'occasion pour restaurer ce qu'il estime être la tradition architecturale vernaculaire qui, selon lui, s'est progressivement perdue. Cet appel à la tradition n'a rien de passéiste. Il est fait au nom du progrès ; il exprime la volonté de rétablir de bonnes conditions sanitaires, de revenir à des formes de consommation rationnelle de l'énergie et à une certaine autonomie alimentaire. Fathy rencontre des difficultés. Les techniques architecturales de jadis posent d'épineux problèmes, comme celui de la construction à l'ancienne des greniers et de leurs voûtes qui nécessitent des poutres désormais difficiles à trouver. Fathy voyage et découvre dans le sud de l'Égypte, du côté de la Nubie, une technique à base de briquettes faites avec de la boue, qu'il s'empresse de transposer à Gurna. Mais les paysans, pourtant associés à la conception de leur nouveau village, ne veulent pas de cette tradition ; ils préfèrent les palmiers qui présentent de nombreux avantages. L'échec de Fathy n'est d'ailleurs pas celui de « la » tradition : la technique s'avère être une innovation récente puisque le soi-disant village Nubien n'a que quelques décennies d'existence ! Cette tentative avortée ne dissuade pas les autorités de reprendre le projet en 1998. La raison invoquée est, à nouveau, la préservation de l'héritage archéologique et le désir de rétablir les paysans dans le confort et le bien-être de l'habitat traditionnel. À nouveau ce combat contre les paysans pilliers et voleurs et pour la sauvegarde du patrimoine archéologique. À nouveau, des résistances, mais cette fois violentes et qui se terminent dans des bains de sang. Les pédagogues, qui entendent apprendre au peuple qu'il a un passé dont son identité doit se nourrir (dans ce cas, l'architecture traditionnelle) et qu'il doit préserver (dans ce cas, les sites archéologiques), sont renvoyés à leurs chères études. La première nation, celle que l'on enseigne, la nation nationaliste est un fiasco.

L'autre nation, la nation imaginaire, non pas celle que l'on enseigne mais celle que l'on s'efforce de représenter, comme on parle d'une représentation théâtrale, n'a guère plus de succès. Elle est étroitement liée au développement du tourisme, cette mise en scène de l'Égypte pour les visiteurs étrangers. En quelques pages brillantes, Mitchell décrit le développement de cette industrie à part entière. Les bureaux de consultants américains (Arthur D. Little en 1982)

(10) « – Il n'y a aucun problème, dit-il. Et de rajouter : nous avons seulement besoin d'une boulangerie. Il n'y a pas beaucoup de grain ces temps-ci, et les gens qui font le pain chez eux, provoquent des incendies. – Vous pensez que vous pouvez faire quelque chose à ce sujet ? – Non, je suis un homme pauvre et personne n'écoute un homme pauvre ».

(11) « Ceux qui ont une vie intolérable, qui sont confrontés à la pauvreté, au chômage, à la faim et à d'autres formes directes de coercition, doivent exprimer leur condition d'une manière ou d'une autre. Or, bien souvent, ils peuvent être incapables de trouver l'occasion, le courage ou les mots pour le faire ».



© H. Cartier-Bresson/MAGNUM PHOTOS

En 1945, la décision de délocaliser le village de Gurna (situé à côté de Louxor) est prise de manière à éviter les interférences avec les sites archéologiques et leurs visiteurs (*Le village de Gurna photographié en 1950 par Henri Cartier-Bresson*).

donnent les orientations stratégiques à suivre : constituer une enclave dans laquelle les touristes puissent circuler sans avoir à rencontrer la population égyptienne. Mitchell analyse avec précision cette économie qui propose des expériences à consommer et à vivre, et qui n'a aucun effet sur le village de Gurna et sur son économie : l'enclave est tout entière intégrée à l'économie étrangère. Il faut d'ailleurs un passeport pour entrer dans les complexes touristiques qui sont conçus pour être auto-suffisants. La main-d'œuvre locale est soumise à une stricte discipline qui évite aux touristes étrangers d'être importunés. La logique de cette activité économique est de réaliser une fusion totale entre l'Égypte actuelle et celle des Pharaons. Comme le note de manière ironique un paysan de Gurna : « *Tomorrow they will say these slippers I am wearing came from Ramses II!* » (p. 201) (12). Une des raisons invoquées pour tenir la population et ces paysans voleurs et barbares à l'écart des sites est encore la volonté d'éliminer le trafic d'objets archéologiques. Mitchell n'a pas de mal à montrer que, si ce trafic existe, c'est parce qu'il est organisé ou plutôt permis par les autorités elles-mêmes. Le plus cocasse est que cette planification de la mise à l'écart de la population et de l'isolement des touristes va à l'encontre des

demandes et des désirs exprimés par de riches Américaines vieillissantes qui viennent en Égypte pour se trouver des maris à « temps partiel » : en échange du financement de petites entreprises, elles s'assurent la satisfaction, quelques mois par an, de leurs besoins sexuels. Tout cadrage produit des débordements.

La nation égyptienne définie par le partage de valeurs communes et de traditions (le nationalisme imaginaire) et celle construite à travers l'organisation des rapports avec les autres (l'aménagement du tourisme) sont évidemment complémentaires et étroitement imbriquées : Gurna est à la fois conçu comme la réactivation d'un passé imaginé et comme une sorte de poste frontière entre la société égyptienne et sa mise en scène pour les « autres ». Une telle performance, à usage interne et externe, ne va pas sans violence ; l'histoire racontée par Mitchell le prouve. Paradoxalement, l'exclusion et la disciplinarisation des paysans sont justifiées par le projet de constitution de la nation égyptienne. Le résultat n'a dans ces conditions rien de surprenant. Une pétition signée en 1996 par les habitants de Gurna se termine par cette interrogation désespérée : « *We have begun to wonder whether we are Egyptians* » (p. 207) (13). Et, contrairement à ce que pourraient penser ceux que tente le manichéisme (qu'il s'agisse d'Arthur D. Little ou des

(12) « Demain, ils diront que les babouches que je porte aux pieds remontent à Ramsès II ».

(13) « Nous commençons à nous demander si nous sommes bien des Égyptiens ».

dénonciateurs de la globalisation), les paysans de Gurna savent très bien qu'ils ont intérêt à vivre avec le tourisme: « *We are married to the tourists* » (p. 205) (14) (ce qui est parfois, comme je viens de le rappeler, littéralement vrai!). Un peu désabusé, Mitchell note que, alors que de nombreuses études ont été commandées pour développer les activités touristiques, rien n'a été fait pour étudier les réseaux d'approvisionnement en eau.

COMMENT L'ÉGYPTE EST DEVENUE UNE ÉCONOMIE

La troisième partie du livre intitulée: « *Fixing the economy* », est consacrée à l'étude des mécanismes et des dispositifs qui font exister l'économie comme objet: un objet difficile à maîtriser et qui menace constamment de se défaire.

L'économie égyptienne est une invention récente. Le chapitre 7 (*The Object of Development*) montre comment les organismes internationaux ont fini par faire exister cette improbable réalité et comment ils ont réussi à imposer les mesures visant à son développement.

Nous avons à l'esprit une présentation stéréotypée de l'Égypte, présentation répétée par les spécialistes, celle d'une bande étroite de terres fertilisées par les crues et les alluvions du Nil, dont l'étroitesse se trouve accentuée par une démographie galopante. L'Égypte est définie par cette équation: comment assurer la survie d'une population croissante avec des ressources nécessairement limitées? Les choix politiques sont cadrés par ces contraintes naturelles et consistent donc à résoudre de la manière la plus efficace possible des problèmes techniques parfaitement identifiés. Cette vision de l'Égypte constitue la base du pouvoir des experts ou plutôt des trois agences basées à Washington (FMI, Banque mondiale, USAID: *United States Agency for International Development*), qui se sont assurés le monopole de l'expertise. Le chapitre est consacré aux réformes inspirées par ces organisations tout au long des années 70 et 80. Pour mettre au jour les mécanismes par lesquels s'instaure la mainmise de l'expertise sur l'action politique, Mitchell part de la formulation des problèmes eux-mêmes, et en particulier de celle qui est donnée, on devrait dire imposée, par la Banque mondiale: « *Egypt has the largest population in the Middle East... Its 52 million people are crowded in the Nile delta and valley with a density higher than that of Bangladesh or Indonesia.* » (p. 212) (15). Mitchell se livre à une brillante explication de texte; il analyse la notion de surpopulation, les comparaisons avec le Bangladesh et l'Indonésie (et pour

quoi pas avec la Belgique!). Il passe ensuite en revue les chiffres de la production agricole, montrant que celle-ci croît au même rythme que la population. En réalité, le problème s'avère être un problème de répartition; les politiques mises en place accroissent les inégalités. Ce que reconnaît l'USAID (les experts donnent les conseils et se critiquent entre eux): « *Under these politics losers necessarily outnumber winners* » (p. 214) (16).

Si l'Égypte ne parvient pas à couvrir ses besoins de subsistance alimentaire, c'est parce que le système agricole a été profondément transformé. L'Égypte s'est mise à importer des céréales, non pas pour alimenter les êtres humains, mais pour engraisser des animaux dont la viande est recherchée par les riches classes de la société. Les paysans sont donc incités à acheter leur nourriture, qu'ils ne produisent plus. Tout cela fabrique une dette nationale astronomique que les États-Unis effacent au moment de la guerre d'Irak, en échange du soutien du gouvernement égyptien.

La thèse du manque de terres cultivables n'est pas plus crédible. Là encore, les chiffres sont cruels: ce qui est en cause, c'est plutôt la distribution des terres et leur redistribution, et la reconnaissance des droits à la propriété pour les petits paysans.

Au total, l'image d'une Égypte accablée par la nature (une étroite bande de terrain surpeuplée) est un paravent pour cacher la question des inégalités et de ceux qui sont privés de tout pouvoir. Elle permet de transformer les questions politiques en problèmes techniques, et prépare le terrain pour les experts. Ceux-ci ne sortent pas de leur rôle lorsqu'ils prescrivent les thérapies. La première consiste à moderniser une agriculture jugée arriérée: on mécanise à outrance, ce qui évidemment renforce et accroît les inégalités, puisque la solvabilité des paysans est elle-même inégale. La seconde est un appel au libre marché et à la décentralisation. L'État égyptien, jugé trop interventionniste (depuis le coup d'État de Nasser en 1952), est incité à se désengager. Le programme est connu: privatisation de la santé, des services sociaux et de l'éducation, campagne de libéralisation des prix agricoles. Et les effets sont mécaniques: endettement des pauvres, dépendance accrue de l'économie vis-à-vis des États-Unis (notamment dans le secteur des médicaments). C'est encore à l'USAID que revient le privilège de tirer les leçons de l'opération de dérégulation: « *The better off, the more educated and expert officials benefit more than ordinary villages* » (p. 228) (17).

Cette dépolitisation de l'économie coïncide avec la transformation de l'Égypte en un objet de développement. L'Égypte comme pays, économie, nation, communauté, est devenue un objet autonome, dont on peut « penser » le développement. L'État-nation est un

(14) « Nous sommes mariés aux touristes ».

(15) « L'Égypte est le pays le plus peuplé du Proche-Orient... Ses 52 millions d'habitants s'entassent dans le delta et la vallée du Nil, où la densité de la population est supérieure à celle du Bangladesh ou de l'Indonésie ».

(16) « Avec ce genre de politique, les perdants sont nécessairement plus nombreux que les gagnants ».

(17) « Les plus aisés, les mieux formés et les experts des organismes publics en profitent mieux que les simples villageois ».

des effets de tout un ensemble d'éléments et de méthodes qui organisent les pratiques sociales et les représentent: la langue, les autoroutes, la télévision, les relevés cadastraux, la littérature concernant les activités touristiques, les études consacrées aux pays du Sud, les statistiques produites par les organismes internationaux. Cette objectivation de l'Égypte (comme nation et comme économie à développer) a deux conséquences. D'abord elle favorise une simplification des analyses: on parle par exemple de politique d'exportation et d'importation au lieu de suivre les réseaux compliqués et différenciés d'interdépendances. Deuxièmement, les centres nationaux et internationaux d'expertise qui analysent, conseillent et évaluent, se positionnent et se pensent comme étant extérieurs à l'objet qu'ils décrivent, alors qu'ils interviennent et performant: «*An organization like USAID, which must imagine itself as a rational consciousness standing outside the country, is in fact a central element in configurations of power within the country*» (p. 233) (18). L'objectif essentiel du programme de l'USAID était de renforcer et de développer le secteur privé; ce sont ses interventions qui ont conduit à une emprise accrue du pouvoir d'État, tout simplement parce que les interlocuteurs de l'USAID, les leviers sur lesquels ceux-ci proposaient d'agir, appartenaient au dispositif étatique: «*USAID could not diagnose itself as an integral aspect of the problem*» (p. 234) (19). Pour Mitchell, le problème n'est pas tant celui de la justesse des analyses et des conseils proposés par les organismes internationaux que leur incapacité à se représenter leurs rôles, les effets et les limites de leurs interventions; dans le langage des sciences sociales, on parlerait sans doute d'un déficit de réflexivité.

Une telle interprétation est encore trop charitable. Car Mitchell montre que les organismes internationaux participent en réalité à l'accroissement de l'emprise économique et politique des États-Unis. L'appel au libre marché dissimule le système des aides financières et les effets qu'elles produisent. L'analyse des flux financiers conduit à des conclusions impressionnantes: en demandant à l'État égyptien de se désengager, les organismes internationaux (en fait, américains) servent de bras séculier à l'État américain qui en sort renforcé. On voit ainsi que les aides rendent solvable la demande pour les produits et services proposés par les firmes américaines, les commandes militaires jouant un rôle crucial. Mitchell observe que l'Égypte est un élément de la politique agricole de l'État américain: en interdisant les aides financières aux agriculteurs égyptiens, les organismes multinationaux ouvrent le marché aux multinationales américaines qui, elles, bénéficient, comme on le sait, de soutiens financiers importants de l'État américain. 58 % de l'assistance économique en provenance des États-Unis sont dépensés aux États-Unis pour autre chose que des pro-

jets de développement et le reste va à des entreprises américaines engagées dans des projets de développement. Bien entendu, les produits achetés et les projets profitent à la population, mais les effets sont préoccupants puisque la dépendance de l'économie égyptienne se trouve accrue en même temps que la dette.

Cette analyse ne vaut pas que pour l'Égypte; elle ouvre des perspectives plus larges: la doctrine néo-libérale pourrait bien avoir pour double fonction d'affaiblir les états nationaux, à l'exclusion de celui des États-Unis d'Amérique. L'expertise, notamment des sciences sociales, couplée avec la technicisation des problèmes de développement, constitue la clef de voûte de ce terrible dispositif.

Les politiques de développement prônées par les organismes internationaux (ou plutôt, américains) en appellent à l'instauration du libre marché. Le chapitre 8 (*The market's place*) commence par une question. Que signifie l'expression: favoriser l'instauration du marché (libre)? Pour répondre à la question, il faut bien sûr mener des enquêtes de terrain. Mais avant de se livrer à cet exercice, Mitchell examine les hypothèses que la question charrie avec elle. Parler de marché au singulier, c'est tout d'abord considérer qu'il existe une réalité parfaitement définie, qu'on appelle marché ou capitalisme, à laquelle on puisse attribuer un certain nombre de caractéristiques et qui soit dotée d'une logique propre qui assure sa reproduction et éventuellement son extension. Les définitions qui ont pu être proposées sont nombreuses: on parle de *self-interest*, de recherche du profit, de loi de l'offre et de la demande qui assure l'établissement contradictoire des prix, de circulation de l'information, d'accumulation et de réinvestissement du capital, de séparation du capital et du travail, de processus historique d'expansion mondiale. L'hypothèse d'un marché qui se contient lui-même est partagée par les défenseurs et les adversaires du capitalisme.

Mitchell note pourtant que l'affirmation de l'existence d'une frontière entre le marché et le non-marché, qui alimente par ailleurs la vision de l'État comme garant du libre marché, est le point de convergence d'un immense travail de formatage. Celui-ci est réalisé notamment par les différentes disciplines des sciences sociales qui se sont intéressées à l'économie; il est également obtenu par la mise en place d'institutions destinées à assurer ce cloisonnement. Comme l'ont montré les travaux ultérieurs de Mitchell, la colonisation, et surtout la décolonisation avec l'apparition d'États-nations qui viennent se substituer aux anciennes colonies, ont joué un rôle essentiel dans la concrétisation des économies nationales puis de l'économie-chose, qui deviennent des objets manipulables, gouvernables, dotés de leur propre logique. La création de ces objets est récente. Keynes, que l'on désigne souvent comme le

(18) « Une organisation comme l'USAID, qui doit se penser comme une conscience rationnelle, extérieure au pays, est en fait un élément central des configurations de pouvoir dans ce pays ».

(19) « L'USAID ne pouvait se poser le diagnostic qu'elle était un aspect à part entière du problème ».

père de l'État providence, a, dans le même geste, puissamment contribué (d'abord dans sa longue controverse sur l'autonomie financière de l'Inde, puis dans ses modèles macro-économiques étayés par des appareils statistiques nationaux) à l'objectivation de l'économie-chose. Marchés et États-providences sont les deux faces de la même médaille.

Bien entendu, après avoir contribué à la constitution de l'économie-chose, les sciences sociales se sont empressées de qualifier ses relations avec la non-économie. Il faudrait écrire, à cet endroit précis, l'histoire de la sociologie économique, celles des économies hétérodoxes et de l'anthropologie économique. Mitchell se contente de relever deux stratégies qui ont été suivies pour analyser les relations entre marchés et non-marchés, et pour imposer du même coup l'idée de leur extériorité. La première est celle bien connue de l'*embeddedness* selon laquelle le calcul ne s'arrête pas aux frontières du marché: les paysans, par exemple lorsqu'ils semblent engagés dans des pratiques hors-marché, sont décrits comme étant en réalité en constante interaction avec le marché. La seconde stratégie est celle des capitalistes ou des économies alternatives. Ce qui est remis en cause, ce n'est pas l'existence des marchés mais leur universalité: l'organisation occidentale des marchés ne constitue pas une solution applicable partout, elle se modifie au contact d'autres réalités, ce qui fait émerger d'autres formes d'économie. Mais, commente Mitchell, dans les deux cas, l'idée qu'il existe un modèle du marché, ou une réalité qu'on peut saisir comme étant le marché, est intacte: l'*embeddedness* ne fait que compliquer les relations de ce marché avec l'extérieur; la thèse de l'existence d'économies alternatives ne discute que les conditions de son extension.

Mitchell entend démontrer, étude de cas à l'appui, que, pour décrire ce qui se passe dans les campagnes égyptiennes, il faut abandonner l'idée de l'existence du capitalisme ou du marché. Prenant le cas de l'utilisation des tracteurs, il montre l'imbrication de pratiques diverses qui ne se laissent pas analyser comme étant à la jointure de différentes formes de production ou d'économie (on appelait cela jadis, l'articulation des modes de production). En particulier, on ne peut dire que c'est le secteur des activités d'auto-subsistance qui soutient l'économie de marché. C'est exactement l'inverse qui est vrai: «*Markets crops, protected and promoted by the state survived in support of self-provisioning*» (p. 255) (20). À parasite, parasite et demi! L'étude de la fixation des prix apporte de l'eau à la thèse de Mitchell: il n'existe pas de prix qui ne soit régulé, qui ne soit lié à des situations de monopole. De même, il n'existe pas de secteurs d'activité qui ne soient subventionnés. Et les réformes en faveur du libre marché ne font qu'accroître ces intrusions;

(20) «Les récoltes, dont la commercialisation a été protégée et promue par l'État, ont soutenu l'auto-subsistance».

(21) «Ils nous mettent dans le moulin, et ils tournent, et ils tournent».

(22) «Le pouvoir de ce que nous appelons le capitalisme réside de plus en plus dans sa capacité à donner de lui-même une représentation

elles renforcent le secteur d'auto-subsistance. Même les officiels reconnaissent les dégâts collatéraux. Ceci ne les empêche pas de poursuivre, et de recourir à la répression, si nécessaire. Comme le dit un paysan interviewé par Mitchell: «*They put us in the mill and turn it and turn it*» (p. 265) (21). Le résultat de ce moulinage, ce n'est pas plus d'autonomie pour le marché, c'est au contraire plus d'intrusions entre les différentes formes d'activités qui sont maintenant qualifiées d'économiques.

Intéressé par le rôle des experts et notamment par celui des sciences sociales, Mitchell note que cette campagne de réformes ne s'est appuyée sur aucune étude de la situation des villages. Au fond, les experts sont persuadés, comme leurs détracteurs, que l'on sait tout du marché et du non-marché et donc des mesures à prendre: «*The power of what we call capitalism rests increasingly on its ability to portray itself as a unique and universal form... The displacements and reformulations of the capitalist project show its dependance on arrangements and forces that this logic needs to portray as non capitalist.*» (p. 271) (22). Tous ceux qui parlent du capitalisme ou du marché, qui vantent ou stigmatisent leurs logiques, contribuent à les faire exister comme réalité objectivée. Ce marché que chacun croit connaître, où et comment le saisir? Dans le chapitre 9 (*Dreamland*), Mitchell passe aux travaux pratiques et se donne pour objet d'analyse non pas l'économie égyptienne, mais l'ensemble des mécanismes et dispositifs qui assurent l'existence d'une réalité qu'on appelle économie (formelle) de marché, une sorte de *Dreamland* constituant une enclave de modernité. Celle-ci est créée en suivant les recommandations du FMI: dévaluation de la monnaie nationale, construction de deux espaces disjoints de circulation monétaire (un pour le dollar, un autre pour la livre égyptienne), réduction de l'offre de monnaie, suppression des aides au secteur public. La politique est celle qui est recommandée pour toutes les économies nationales. Le FMI se montre satisfait de son élève. Peu importe pour lui que les effets produits sur les populations soient à l'évidence négatifs: il faut d'abord souffrir pour avoir droit, plus tard, au bonheur. Ce sont ces effets que Mitchell s'efforce de reconstituer, à partir d'informations rares et lacunaires, qu'il traque dans les notes des rapports. Dans cette histoire des marges, l'économie-discipline et les experts économistes sont les acteurs importants.

Ce qui est décrit par le FMI comme la privatisation du secteur public a pour résultat la constitution de réseaux à la fois publics et privés, qui associent étroitement États et entreprises. Ces réseaux, qui sont identiques à ceux si bien décrits par David Stark pour les pays de l'Est au moment de la transition vers l'économie de marché (23),

unique et universelle... Les déplacements et les reformulations du projet capitaliste montrent sa dépendance à l'égard de compromis et de forces que sa logique est contrainte de décrire comme non-capitalistes».

(23) STARK David, «Recombinant Property in East European Capitalism». *American Journal of Sociology*, 101, 1996, pp. 993-1027.

NOUS AVONS LU



© Abbas/MAGNUM PHOTOS

Mitchell montre que les organismes internationaux participent en réalité à l'accroissement de l'emprise économique et politique des États-Unis.

sont contrôlés par quelques familles solidement établies. Il montre notamment comment les très actives et efficaces « *islamic investment companies* » sont éliminées, avec le soutien massif de l'État, par un secteur bancaire qui spéculait contre la monnaie égyptienne: « *The reform program dit not remove the state from the market or eliminate profligate public subsidies. Its main impact was to concentrate public funds into different hands, and many fewer* » (p. 282) (24). Ces groupes familiaux, dont Mitchell retrace l'histoire, partagent les caractéristiques suivantes: ils sont alimentés par des contrats publics et soutenus par l'USAID; ils incluent des banques privées qui assurent le financement de leurs opérations et ne font donc que rarement appel aux marchés financiers; ils emploient très peu de salariés; ils se spécialisent dans la fourniture de biens et de services destinés à une toute petite fraction de la population (3 % consomment 50 % des richesses). Ces réformes, qui tiennent lieu de politique économique, contribuent à fabriquer un espace qui existe en tant que tel et qui peut être décrit comme un espace économique. Cet espace s'objective dans des statistiques qui, par nécessité, ne portent que sur lui, tout le reste étant insaisissable. Le reste, c'est ce qu'on appelle l'économie informelle, informelle parce qu'impossible à mesurer. Et pourtant, cette économie informelle est loin d'être négligeable. Dans les années 1980, par exemple, l'importation de résine de cannabis représente la coquette somme de deux à quatre milliards de dollars américains, chiffre largement supérieur à la valeur de l'ensemble des importations non pétrolières de l'Égypte. De plus, un cinquième des dépenses gouvernementales sont militaires et ne sont décrites et chiffrées ni dans les rapports ni dans les statistiques. « *The problems of informal, clandestine, and unreported economic activities are so great that these alone would provide sufficient reason to question the idea that economy is an object that can be mapped and measured* » (p. 289) (25).

Une manière de décrire et d'analyser ces relations entre des espaces « économicisés » et des secteurs considérés comme non-marchands est de recourir au couple cadrage/débordement. Mitchell s'emploie donc à repérer et à analyser les différents cadrages de cette « économie marchande » égyptienne. Il retient trois dispositifs: les droits de propriété dont il a déjà présenté la généalogie et les effets dans le chapitre 2, l'institution familiale et les entreprises multinationales. Comme le montre l'analyse des groupes industriels les plus actifs dans la construction de cette enclave « économicisée », les liens familiaux et domestiques structurent les activités économiques et cadrent les débordements. Mais ceux-ci ne sont jamais complètement éliminés: les familles se déchirent et se divisent, les liens matrimoniaux et ceux de l'affection pouvant se défaire soudainement. Les grandes corpora-

tions multinationales constituent un autre puissant dispositif de cadrage qui, en fabriquant des arrangements non-marchands, permet au marché d'exister. On connaît la fameuse métaphore de Simon pour rendre frappante cette anomalie: si l'on coloriait les relations marchandes en vert et les hiérarchies en rouge, la Terre vue de Mars serait une planète rutilante. L'analyse par Mitchell du rôle joué par les grandes entreprises dans le cadrage marchand est originale. Il souligne que la théorie économique s'est toujours intéressée, et pas seulement depuis Coase, à cette bizarrerie: l'existence d'organisations, de hiérarchies, comme on dit maintenant, au cœur des marchés. Mitchell rappelle que Marx, dans le livre III du *Capital*, avait déjà levé ce lièvre. Mitchell n'en reste pas là. Observant que les grandes corporations ont évidemment précédé l'installation du capitalisme, il soutient que, à l'inverse de tout ce que supposent les théoriciens de l'économie de marché, les organisations hiérarchiques ne sont pas une conséquence du capitalisme (comme l'avance à mots couverts la théorie des coûts de transaction). Pour lui, c'est l'inverse qui est vrai: le capitalisme, comme l'a d'ailleurs bien vu Braudel, est une des conséquences de l'existence des grandes compagnies nées au XVII^e siècle. Mitchell observe que le marché, tel qu'Adam Smith le décrit, a été conçu comme un contre-pouvoir aux grandes compagnies qui, à l'instar des Compagnies des Indes, constituaient de véritables empires économiques et politiques, disposant même du monopole de l'établissement de colonies. Mitchell a montré par ailleurs que ces compagnies, que le marché est supposé contenir, ont sans doute servi de modèles à l'État américain (faut-il rappeler que le drapeau américain, avec ses *stars* et ses *stripes*, est la copie conforme de celui de l'*East India Company*?). L'État moderne, qui intervient dans l'économie pour lui permettre d'exister et de se développer, et le marché libéral sont des machineries imaginées pour lutter contre l'omnipotence des grandes compagnies. La configuration dans laquelle nous vivons depuis se caractérise par l'équilibre subtil entre trois joueurs: l'État, le marché, et les multinationales. Les nécessités liées à la gestion difficile de cet équilibre expliquent que l'économie, comme science des marchés, se soit développée en étroite relation avec l'élaboration des savoirs de l'organisation (droit, comptabilité, *marketing*, etc.) ainsi qu'avec celle des instruments et des techniques d'État (économétrie, statistiques, macro-économie). Dès ses origines, le marché (capitaliste) apparaît comme une pièce dans un jeu complexe de pouvoirs et de contre-pouvoirs interdépendants. Que cet équilibre se rompe, et voilà le marché qui bascule dans les arrangements hiérarchiques proposés par des réseaux familiaux ou par des corporations puissantes, ou voilà qu'il tombe dans la dépendance des gouverne-

(24) « Loin d'évincer l'Etat des marchés ou d'éliminer la débauche des subventions publiques, le programme des réformes a eu pour principal effet de concentrer les financements publics dans des mains différentes et beaucoup moins nombreuses ».

(25) « Les problèmes posés par les activités économiques informelles, clandestines et non déclarées sont tels qu'ils représentent à eux seuls une raison suffisante pour remettre en question l'idée selon laquelle l'économie serait un objet susceptible d'être mis en cartes et mesuré ».

ments. La focalisation des analyses sur un seul des trois joueurs (le libre marché) conduit non seulement à mettre entre parenthèses les autres éléments du système, sans lesquels il ne pourrait exister, mais surtout à transformer les effets de cadrage en réalités substantielles. En ne s'intéressant qu'aux enclaves, en choisissant comme objets les archipels regroupant tous les *Dreamlands* de la planète, en oubliant les forces qui dessinent les contours de ces archipels, la théorie économique banalise la violence en la considérant comme une activité secondaire; elle s'acharne à transformer en réalité résiduelle tout ce qui ne rentre pas dans le cadre. Or la violence, les débordements et les institutions non-marchandes, ne sont pas à la périphérie des marchés, mais en leur centre.

DE LA DOMINATION

J'espère que ce compte rendu aura convaincu de la radicale originalité du livre de Mitchell. L'auteur évite, avec une maîtrise consommée, tous les pièges qui attendent celui qui s'intéresse aux pays en voie de développement. Il ne se laisse pas aller aux facilités de la dénonciation, et rend pourtant palpable l'existence de ce qu'il faut bien appeler, faute de mieux, des rapports de domination. Le style, léger et constamment empreint d'humour et d'empathie pour ceux qui ne parviennent pas à faire entendre leur voix et qui ont des choses à exprimer, contribue à la force de l'argument et de la démonstration.

Les situations postcoloniales constituent des laboratoires irremplaçables pour qui veut comprendre les ressorts de la globalisation. Elles sont en même temps des objets redoutables qui rendent l'analyse théorique périlleuse, menacée en permanence par les simplifications réductrices. Le tour de force de Mitchell est de parvenir à saisir cet objet, non point construit mais en cours de construction, sans jamais laisser voir l'appareillage théorique et méthodologique: la théorie est incorporée dans le récit. Le lecteur est plongé *in medias res*, dans cette histoire compliquée, grâce à d'habiles déplacements dans le temps et dans l'espace.

Mitchell illustre en outre l'intérêt des études multi-sites maintenant prônées par les anthropologues. Cette démarche permet à l'auteur de montrer à l'œuvre les nombreuses forces qui interviennent, et de suivre les configurations et associations changeantes qu'elles décrivent et tissent. Histoire en réseau, histoire faite de déplacements, de sauts et de rapprochements, histoire qui abolit les frontières (celles entre micro et macro, celles entre économie et politique, ou encore celles entre nation et globalisation), mais qui s'attache à montrer comment ces frontières sont tracées, contestées, déplacées; histoire qui fait par conséquent voir l'importance des moustiques et des parasites, du nitrate d'ammonium et de la propriété

privée, d'Américaines qui mentent puis achètent les faveurs des indigènes; histoire des projets hydrauliques et des organismes internationaux, des enquêtes cadastrales et des liens familiaux; histoire entourée d'un silence assourdissant, celui d'une violence tue, cachée, d'une violence que les sciences sociales ont habituellement tant de mal à montrer et à analyser.

Comme le titre du livre l'indique, *Rule of Experts* porte sur le rôle joué par l'expertise et notamment par les sciences sociales dans la fabrication de ce que l'on appelle société, économie, nation, globalisation, ou encore tradition. Michel Foucault, d'abord dans *Surveiller et punir* puis dans ses écrits sur la naissance de la bio-politique, a été un des premiers à montrer le caractère performatif des sciences sociales. Mitchell poursuit l'exploration. Sa connaissance de l'anthropologie des sciences et des techniques, de la toute nouvelle anthropologie des marchés économiques, sa maîtrise des théories de l'État, l'amènent à restituer de manière juste et convaincante la contribution des sciences sociales à l'histoire de la post-colonisation. Ce livre, et quelques autres qui commencent à paraître, annoncent ainsi une nouvelle ère pour les sciences sociales. Il n'est plus possible pour elles de se tenir à l'extérieur des objets qu'elles décrivent, ou, pire, de prendre parti, de s'engager. Mais comment s'y prendre pour continuer à produire des analyses qui ne s'enferment pas dans les parcours labyrinthiques de la réflexivité? Comment faire face aux redoutables problèmes d'écriture qui se posent à celui qui refuse la posture du scientifique qui place son objet à distance, et qui refuse aussi bien la dénonciation que la critique? Ce n'est pas la moindre qualité du livre de Mitchell que d'avoir montré que ce défi pouvait être relevé de manière élégante et convaincante sans jamais céder aux obscurités de la réflexivité. L'auteur est partout présent, non pas pour faire voir ou pour témoigner, ou, pire, pour nous jeter sa subjectivité à la figure. Puisque le social en train de se faire, c'est-à-dire l'objet même des sciences sociales, est fabriqué à 80 % par des collègues, experts en sciences sociales, ingénieurs et scientifiques de toutes disciplines, il suffit d'entrer dans leur travail et de les suivre pour atteindre l'objet qui nous intéresse: ceci n'est pas hors de portée, puisque nous sommes du sérail! C'est ainsi qu'en suivant les sciences sociales mais également les sciences de la nature et de la vie, Mitchell nous plonge au cœur de la constitution de la nation égyptienne, des stratégies pour faire exister un libre marché et pour lier l'économie moderne à la gloire ancienne des Pharaons. Qui d'autre qu'un politiste formé à la dure école de l'histoire, de l'économie et de l'anthropologie, spécialiste de grammaire arabe, aurait pu en faire autant? Les «social scientists» commencent à acquitter leur dette: nous faire voir qu'on ne peut comprendre le monde dans lequel nous sommes plongés sans tenir compte du rôle qu'eux-mêmes ont joué et qu'ils continuent à jouer dans sa mise en forme et dans la production de son intelligibilité.